

Table des matières

ENERGIE – CLIMAT – ENVIRONNEMENT – LOGEMENT 3

- UN ETAT DES LIEUX DE LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ALLEMANDE ET EUROPEENNE 3
- PRISES DE POSITION DU SPD EN FAVEUR D'UNE RELANCE VERTE ET SOCIALE DE L'ECONOMIE 3
- UN PLAN DE RELANCE CONJONCTUREL ET UN PAQUET D'AVENIR TOURNE VERS L'AVENIR 3
- ADOPTION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE L'HYDROGENE 3
- NETTE AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'AIR DANS LES VILLES ALLEMANDES 4
- RELANCE DE L'EOLIEN OFF-SHORE ET ON-SHORE 4
- COMMUNICATION DU PLAN NATIONAL POUR L'ENERGIE ET LE CLIMAT (NPCE) 4
- COVID-19 ET CONSOMMATION D'ENERGIE 4
- LES SYSTEMES DE STOCKAGE D'ENERGIE SOLAIRE DOUBLENT EN DEUX ANS EN ALLEMAGNE 4
- EXPERIMENTATIONS LOCALES POUR DECARBONER L'APPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE 4
- UNE BAISSSE DU COUT DE L'ELECTRICITE ISSUE DES ENERGIES RENOUVELABLES QUI INQUIETE 5
- UN APPEL EN FAVEUR DU SOLAIRE 5

TRANSPORTS 5

- VISITE M. DJEBBARI, SECRETAIRE D'ETAT CHARGE DES TRANSPORTS, A BERLIN LES 28 ET 29 MAI 5
- PLAN DE SOUTIEN DU GOUVERNEMENT ALLEMAND A LUFTHANSA 5
- LE RESEAU DE BORNES DE RECHARGE CONNAIT UNE FORTE EXPANSION 5
- PRESENTATION D'UN PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT EN FAVEUR DES DRONES ET DES TAXIS AERIENS 6
- LA CRISE DU CORONAVIRUS IMPACTE LES CHOIX DE MOBILITE DES ALLEMANDS 6

ENTREPRISES ET INTERNATIONAL 6

- LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT SOUTIENT LA SOCIETE ALLEMANDE DE BIOTECHNOLOGIES BIONTECH 6
- LE GOUVERNEMENT ALLEMAND INVESTIT DANS LA SOCIETE DE BIOTECHNOLOGIE CUREVAC 6
- LE GROUPE DE GRANDS MAGASINS GALERIA KARSTADT KAUFHOF ENVISAGE DE FERMER PLUS DU TIERS DE SES SITES 6
- LA FEDERATION DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (DIHK) DEMANDE UN REPORT DES PROCEDURES DE DEPOT DE BILAN DES ENTREPRISES 7
- LES COMMERÇANTS DENONCENT LE SURCOUT ENGENDRE PAR LA BAISSSE DE TVA ANNONCEE DANS LE CADRE DU PLAN DE RELANCE 7
- LE NOMBRE DE NOUVELLES IMMATRICULATIONS CONTINUE DE CHUTER EN MAI, MALGRE LA REOUVERTURE DES CONCESSIONNAIRES 7
- LES ECHANGES EXTERIEURS ET LES COMMANDES INDUSTRIELLES DE L'ALLEMAGNE SOUFFRENT DE LA CRISE SANITAIRE 7
- CONFLIT CHEZ OPEL CONCERNANT LA DIMINUTION POSSIBLE DES PENSIONS DE RETRAITE 7

- **HERBERT DIESS SE RETIRE DE LA DIRECTION DE LA MARQUE VOLKSWAGEN, MAIS RESTE A LA TETE DE L'ENSEMBLE DU GROUPE** 7
- **L'ANCIEN PRESIDENT D'AUDI DEVANT UN TRIBUNAL PENAL DANS LE CADRE DU « DIESELGATE »** 7
- **VOLKSWAGEN MENACE DE NOUVELLES AMENDES AUX ETATS-UNIS** 8
- **DECISION DE LA COUR DE CASSATION ALLEMANDE CONCERNANT L'INDEMNISATION DES PERSONNES LESEES DANS LE « DIESELGATE »** 8
- **FINALISATION DE L'ACQUISITION DU CONSTRUCTEUR FERROVIAIRE ALLEMAND VOSSLOH PAR LE CHINOIS CRRC** 8
- **LA CHANCELIERE INSISTE POUR DES CONCESSIONS PLUS IMPORTANTES DE LA CHINE CONCERNANT L'ACCORD GLOBAL SUR LES INVESTISSEMENTS** 8
- **BAYER ACCEPTE UN REGLEMENT DE PLUSIEURS MILLIARDS DE DOLLARS** 8

NUMERIQUE – INNOVATION 9

- **DEUTSCHE TELEKOM MET EN GARDE CONTRE LES CONSEQUENCES DE L'EXCLUSION DE HUAWAI DE LA TECHNOLOGIE 5G** 9

ENERGIE – CLIMAT – ENVIRONNEMENT – LOGEMENT

Un état des lieux de la politique environnementale allemande et européenne

Le conseil consultatif allemand sur l'environnement a publié, le 14 mai, un [rapport](#) intitulé « pour une politique environnementale volontariste en Allemagne et en Europe ». À la veille de la présidence allemande de l'UE, les experts entendent montrer quels changements majeurs sont à opérer, en Allemagne comme en Europe, afin de relever les défis liés à l'environnement dans le contexte de la pandémie. Le rapport pointe les insuffisances des politiques environnementales menées jusqu'à présent. Il insiste sur l'urgence d'agir à plus forte échelle et préconise de mettre l'effort sur 7 chantiers prioritaires que sont la politique climatique, l'économie circulaire, la mobilité urbaine, la protection de l'eau, les nuisances sonores, le développement des quartiers et la coopération européenne.

Prises de position du SPD en faveur d'une relance verte et sociale de l'économie

Après la publication mi-mai controversée de la position de la CDU/CSU au Bundestag sur le Green Deal et en réponse à la politique climatique des Verts jugée dogmatique, de nombreux acteurs du SPD appellent à un changement de paradigme du parti, en faisant évoluer le Green Deal européen vers un "Social Green Deal". En outre, le forum économique du SPD, avait formulé en mai ses propositions pour un programme de relance d'un volume de 4 à 5 % du PIB allemand (entre 140 et 170 Md€). L'accent est mis sur la transition énergétique, notamment via une tarification du CO2, des investissements dans les énergies renouvelables et un allègement des réglementations sur l'installation d'éoliennes. En outre, il préconise une modernisation des infrastructures, une hausse des investissements publics dans le numérique, la R&D et l'éducation, mais aussi l'amélioration du système de santé (offre de soins à la personne et conditions de travail dans les hôpitaux). Enfin, le 25 mai, Mme Svenja SCHULZE (SPD), ministre fédérale de l'environnement, a proposé d'importantes mesures de nature à « verdir » le plan global de relance du gouvernement, sur la base d'un [rapport](#) commandé à un consortium de quatre instituts de recherche économique proches des syndicats ou du SPD. Ses propositions ont en grande partie inspiré les mesures du paquet d'avenir du plan de relance présenté le 3 juin (sur le verdissement des transports, sur le renforcement des signaux prix...)

Un plan de relance conjoncturel et un paquet d'avenir tourné vers l'avenir

Le 3 juin, la grande coalition est parvenue à un accord sur un « plan de relance de l'économie et un plan de transformation d'avenir » de 130 Md€. Avec près de 40 Md€ de financements consacrés aux secteurs de l'énergie et des mobilités décarbonées, la coalition renforce le paquet climat 2030 adopté l'an dernier (54 Md€), avec un plan de mobilité durable de 13 Md€, 9 Md€ pour la future stratégie nationale hydrogène, de 5 à 7Md€ dans l'intelligence artificielle et la technologie quantique, ou 0,7 Md€ pour l'adaptation des forêts au climat. L'absence de primes à la casse réclamées par l'industrie automobile et soutenue par une partie de la CDU/CSU, mais très controversées, est fortement remarquée. L'approche adoptée est l'accompagnement du virage écologique et technologique du secteur automobile, qui bénéficiera comme tous des importantes aides transversales. Le plan est bien accueilli, sauf par la branche automobile. Selon une étude récente menée fin mai dans 14 pays par l'institut Ipsos, plus des deux tiers des Allemands déclaraient que le changement climatique est une crise tout aussi grave à long terme que l'actuelle pandémie de COVID 19. Selon 57 % des Allemands, la reprise économique ne doit pas être gérée au détriment du climat.

Adoption de la stratégie nationale de l'hydrogène

Dans la continuité du plan de relance du 3 juin, et après de longs mois d'atermoiements, le gouvernement allemand a présenté, le 10 juin, sa « Stratégie nationale de l'Hydrogène », qui mise largement sur le développement de l'hydrogène vert (5 GW d'ici 2030, 5 GW supplémentaires pour 2035 voire 2040) pour décarboner l'industrie et les transports. 7 Md€ seront consacrés au développement d'un marché national de l'hydrogène et 2 Md€ supplémentaires au développement de partenariats internationaux et de la coopération européenne pour répondre au besoin d'importation d'hydrogène vert, « la seule forme durable sur le long terme ». Quant à l'hydrogène bleu, très controversé, cette source restera une réalité économique dans la phase transitoire de montée en puissance de l'hydrogène vert. L'objectif affiché est de « faire de l'Allemagne le leader mondial des technologies de l'hydrogène ». La stratégie présente un plan d'action avec 38 mesures visant la montée en puissance du marché d'ici 2023 et le développement des dimensions européennes et internationales. Une gouvernance de suivi de la mise en œuvre de la stratégie est mise en place (comité de secrétaires d'État, conseil national de l'hydrogène, groupe de coordination entre le niveau fédéral et les Länder)

Nette amélioration de la qualité de l'air dans les villes allemandes

Selon [l'Agence fédérale de l'environnement](#), la limite de la qualité de l'air de 40 microgrammes de NO₂ par m³ d'air n'a été dépassée en 2019 en moyenne annuelle que dans 25 villes (57 villes en 2028). Principales raisons : l'introduction de limitations de vitesse, d'interdictions de circuler et l'utilisation de bus moins polluants. Pour 2020, les restrictions imposées par la crise du coronavirus ont déjà provoqué ponctuellement de nouvelles baisses (jusqu'à 40 %).

Relance de l'éolien off-shore et on-shore

Le gouvernement fédéral et les Länder côtiers ont [convenu](#), le 4 mai, de rehausser l'objectif de production d'énergie éolienne en mer de 15 GW à 20 GW pour 2030. En outre, la Conférence des ministres de l'environnement des Länder et du Bund est parvenue à un accord sur l'énergie éolienne on-shore, rendu public le 18 mai. La distance maximale entre une éolienne terrestre et un bâti à usage résidentiel pourra désormais être inférieure à 1000 mètres et sera réglementée dans chaque Land, et non plus de manière uniforme sur le territoire par la loi fédérale (comme prévu dans le paquet climat). De plus, le développement des énergies renouvelables sera évalué dans le cadre d'un mécanisme de coordination entre les Länder et le Bund. Cet accord permet de lever le blocage de la CDU/CSU sur le dégel du plafond des 52 GW de subventions à l'énergie solaire.

Communication du Plan national pour l'Énergie et le Climat (NPCE)

Les États membres de l'UE devaient envoyer à la Commission européenne la version finale de leur NPCE avant le 31 décembre 2019. La remise du plan allemand avait été retardée par les délais de transcription législative des propositions clés du "paquet climat", notamment pour ce qui concerne les détails de la sortie du charbon. C'est donc avec 6 mois de retard sur le calendrier initial que le gouvernement allemand a approuvé la version finale de son NPCE, qui acte (i) ses ambitions en matière de réduction de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici 2030 (par rapport à 1990), (ii) la réduction de sa consommation d'énergie primaire de 30 % (par rapport à 2008) et (iii) l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans la consommation brute d'énergie finale à 30 %, également d'ici 2030. Ce plan contient également les décisions du "Paquet climat" adopté par le gouvernement fédéral à l'automne 2019, destinées à garantir au pays l'atteinte de ses objectifs pour 2030 et prévoit enfin une clause de révision et d'adaptation de la politique gouvernementale en matière d'énergie et de climat pour l'adapter aux enjeux nouveaux.

Covid-19 et consommation d'énergie

D'après la société AG Energiebilanzen (AGEB), la baisse de la demande, en particulier dans les industries électro-intensives, dans un contexte de ralentissement économique dû la crise de la Covid 19, a entraîné une diminution de 7 % de la consommation d'énergie en Allemagne au cours du premier trimestre 2020. Seule la consommation d'énergies renouvelables a augmenté (de 6 % par rapport à la même période l'année dernière), alors que la consommation de pétrole (-3,2 %), de gaz naturel (-5,5 %) et d'énergie nucléaire (-17 %) a diminué. Le charbon a connu la plus forte baisse de son histoire dans le pays en raison de l'augmentation du recours aux énergies renouvelables, des arrêts planifiés et de la diminution de la demande due à la pandémie (-22% pour la houille, -30% pour la lignite).

Les systèmes de stockage d'énergie solaire doublent en deux ans en Allemagne

Selon la Fédération de l'industrie solaire (BSW), la demande de systèmes de stockage solaire a augmenté de 50 % au cours des deux dernières années et le BSW s'attend à ce que la demande continue d'augmenter en 2020 malgré les répercussions économiques de la crise de la Covid 19. En outre, les tarifs de ces dispositifs auraient diminué de moitié au cours des dernières années. Fin 2019, environ 1,8 GWh de capacités de stockage solaire domestique, commercial ou de réseau était installées en Allemagne. Une étude menée par EUPD Research et BSW Solar montre que cette capacité devrait être multipliée par dix pour atteindre 18 GWh en 2030, afin de permettre au pays d'atteindre ses objectifs climatiques et compenser les fluctuations de la production d'énergie renouvelable.

Expérimentations locales pour décarboner l'approvisionnement énergétique

Trois villes d'Allemagne de l'Ouest lancent un essai pour gérer l'approvisionnement local en énergie sans charbon ni gaz. L'énergéticien E.ON ambitionne de connecter numériquement les quartiers d'Essen, de Bedburg et de Kaisersesch d'ici 2024 afin d'équilibrer l'offre et la demande. 60 M€ seront investis dans ce projet baptisé "SmartQuart". Deux quartiers expérimenteront la production locale d'électricité en utilisant l'énergie éolienne et solaire ainsi qu'une unité centrale de stockage, tandis qu'un autre fera un essai avec de l'hydrogène vert produit sur place.

Une baisse du coût de l'électricité issue des énergies renouvelables qui inquiète

Dans une nouvelle étude, le cabinet de conseil Aurora Energy Research indique que les énergies solaire et éolienne en Allemagne pourraient fournir trois fois la demande actuelle du pays d'ici 2040, mais la chute des prix de l'électricité pourrait en entraver considérablement leur expansion. Ainsi, comme les installations d'énergies renouvelables produisent de l'électricité à un coût relativement bas, le prix de l'électricité devrait baisser proportionnellement au développement des capacités solaires et éoliennes jusqu'au point critique où le prix de l'électricité sera trop bas pour que la poursuite de leur expansion soit économiquement viable pour les opérateurs et les investisseurs. Ce phénomène pourrait se produire bien avant que l'Allemagne n'atteigne son objectif de 2030, à savoir porter les énergies renouvelables à 65 % de la consommation d'électricité, à moins que le gouvernement ne mette en œuvre les mesures cadres appropriées, comme l'augmentation du prix CO₂ associée à un prix plancher.

Un appel en faveur du solaire

La Société allemande pour l'énergie solaire et l'Institut environnemental de Munich appellent dans un plan en 10 points à la suppression des obstacles existants à l'expansion de l'énergie solaire : abolition du plafond solaire, obligation d'installer des systèmes solaires dans les nouveaux bâtiments à l'échelle nationale, financement fiscal des privilèges industriels et exemption de la taxe sur les énergies renouvelables pour les auto-consommateurs et les projets d'électricité des locataires.

TRANSPORTS

Visite M. DJEBBARI, secrétaire d'Etat chargé des transports, à Berlin les 28 et 29 mai

Ce premier déplacement d'un membre du gouvernement français à l'étranger depuis la crise du coronavirus a permis à M. DJEBBARI d'échanger avec trois membres du directoire de la Deutsche Bahn, dont son président le Dr. LUTZ, de rencontrer M. SCHEUER puis les députés Verts M. ÖZDEMIR (président de la commission transport au Bundestag) et M. BAYAZ (membre l'assemblée parlementaire franco-allemande). Les échanges ont essentiellement porté sur la manière de promouvoir une Europe leader des mobilités décarbonées et innovantes. Parmi les axes partagés : la coordination des mesures sanitaires dans les transports internationaux, la relance du fret ferroviaire au niveau européen, l'approfondissement de la coopération entre la Deutsche Bahn et la SNCF, le soutien à l'innovation et la coopération dans les domaines du véhicule autonome et des carburants alternatifs, notamment au niveau scientifique pour bâtir des standards européens. Ce déplacement a aussi été l'occasion de faire une visite de terrain de la gare centrale de Berlin, lui permettant d'observer la réalité du rehaussement des mesures sanitaires.

Plan de soutien du gouvernement allemand à Lufthansa

Le 25 mai, le gouvernement allemand a rendu public un plan de soutien de 9Md€ à Lufthansa, dont 6 Mds€ de haut de bilan. La Commission européenne avait alors exhorté la compagnie aérienne à céder une partie de ses droits de décollage et d'atterrissage dans ses principaux hubs allemands et ce, afin d'empêcher toute distorsion de concurrence. Suite aux négociations, un accord entre le gouvernement allemand et la Commission européenne a été trouvé portant sur la cession de 24 slots que le conseil de surveillance de Lufthansa a validé le 1er juin. Les actionnaires ont adopté ce plan le 25 juin lors d'une assemblée générale extraordinaire. C. Spohr, PDG du groupe, évoque une « restructuration en profondeur » pour penser la sortie de crise. Le conseil d'administration a entamé à cet effet des discussions avec les syndicats le mercredi 10 juin.

Le réseau de bornes de recharge connaît une forte expansion

Selon la fédération de l'industrie de l'énergie et de l'eau (BDEW), le nombre de bornes de recharge accessibles au public a augmenté de plus de 10 000 unités sur un an pour atteindre 27 730. 14 % de ces stations sont dites rapides. Munich prend la tête du classement avec 1185 points de recharge, Hambourg 1096 et Berlin 1052. Dans son plan de relance économique, le gouvernement entend investir 2,5Md€ supplémentaires dans l'expansion de l'infrastructure de recharge, ainsi que dans le soutien à la R&D dans le domaine de la mobilité électrique et de la production de cellules de batterie. D'après la fédération de l'industrie automobile (VDA), 10 300 nouveaux véhicules électriques ont été immatriculés en avril, soit 32 % de plus qu'en avril 2019. Leur part de marché atteint 8,5%. Selon le cabinet Deloitte, la vente de voitures électriques en Allemagne est stimulée par le plan de relance économique du gouvernement. La

demande sur le marché allemand devrait augmenter de 40 000 à 200 000 voitures électriques et hybrides cette année, tandis que les ventes de voitures à essence et diesel resteront inférieures au niveau de l'année dernière.

Présentation d'un plan d'action du gouvernement en faveur des drones et des taxis aériens

Le Ministre des transports et des infrastructures numériques, Andreas Scheuer (CSU), et le coordinateur du gouvernement pour l'aérospatial, Thomas Jarzombek, ont présenté mercredi 13 mai un plan d'action pour soutenir le développement des drones et des taxis aériens. Le secteur emploie déjà 10 000 personnes dans 400 entreprises en Allemagne. L'objectif annoncé est de faire de l'Allemagne un pionnier international et faire contrepoids à la concurrence asiatique. Le plan d'action s'articule autour de cinq axes : (i) la définition d'un nouveau cadre pour le fonctionnement des drones – établissement d'un « permis de conduire » de drones à partir de 250g au lieu de 2kg, de zones géographiques UAS établies et d'un registre central pour les opérateurs de drones tenus désormais de s'enregistrer; (ii) le renforcement des mesures de détection de drones à proximité des aéroports ; (iii) la poursuite de la recherche sur les drones et les taxis volants – soutien à la création de champs de tests plus nombreux; (iv) le lancement d'une campagne d'information pour favoriser l'acceptation sociale ; (v) la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire autour des taxis aériens notamment pour les rendre interopérables avec les autres aéroports européens. Le Bade-Wurtemberg entend financer des projets de recherche appliquée dans le domaine à hauteur de 1,3Md€.

La crise du coronavirus impacte les choix de mobilité des Allemands

Selon une enquête Yougov, 41% des sondés ont déclaré vouloir utiliser leur voiture ou une voiture de location plus souvent en raison de la pandémie de coronavirus. 26% des personnes interrogées utiliseront plus souvent leur vélo, 35% ont déclaré qu'ils n'avaient plus emprunté les transports en commun depuis le début de la crise et qu'ils ne le feraient pas dans un avenir proche par crainte d'être infectés. Seuls les habitants de Berlin déclarent vouloir prendre le bus et le métro plus souvent (43%) que la voiture (34%). Selon un sondage commandé par le magazine Der Spiegel, seules 13,4% des personnes interrogées ont l'intention de prendre l'avion dans les trois prochains mois pour un motif professionnel ou privé.

ENTREPRISES ET INTERNATIONAL

La Banque européenne d'investissement soutient la société allemande de biotechnologies Biontech

La Banque européenne d'investissement a annoncé, début juin, son intention de soutenir la société allemande de biotechnologies Biontech par un prêt de 100 M€. Il lui permettra d'accroître ses capacités de production en vue d'un éventuel vaccin contre la covid-19. Le prêt sera versé en deux fois, en fonction de l'avancée de la recherche par la société. L'objectif est également de garantir une certaine indépendance de l'entreprise face à pression de pays en concurrence pour trouver et rendre accessible un vaccin à leur population. Biontech affirme pour sa part coopérer avec l'Américain Pfizer et le Chinois Fosun.

Le Gouvernement allemand investit dans la société de biotechnologie Curevac

Début juin, le Gouvernement fédéral a annoncé son souhait d'investir 300 M€ dans la société allemande de biotechnologie Curevac, par l'intermédiaire de la banque publique de développement KfW. Il s'agit, selon le Ministre fédéral de l'Economie et de l'énergie, d'une exception, destinée à fournir à Curevac la sécurité financière nécessaire pour développer ses projets de vaccins. Les investisseurs allemands, dont la KfW, représentent en effet, après cette opération, 23 % du capital de la société.

Le groupe de grands magasins Galeria Karstadt Kaufhof envisage de fermer plus du tiers de ses sites

La chaîne de magasins Galeria Karstadt Kaufhof, dont les difficultés financières ont été accrues par la crise sanitaire, envisage de fermer 62 de ses 172 sites en Allemagne. Environ 20 % des emplois sont menacés. La fermeture de ces enseignes, souvent localisées en centre-ville, provoque la crainte d'une désertification de ces derniers. L'Association allemande des villes et des municipalités évoque ainsi « l'importance systémique » de la chaîne pour de nombreuses villes allemandes.

La Fédération des chambres de commerce et d'industrie (DIHK) demande un report des procédures de dépôt de bilan des entreprises

Son président demande notamment un moratoire pour une mise en œuvre immédiate de la directive européenne sur les restructurations, dont l'entrée en vigueur est prévue pour mi-2021. Elle permet aux entreprises d'engager une restructuration avant de se déclarer insolvable, laissant aux entreprises plus de marge de manœuvre. Par ailleurs, plusieurs députés de la CDU demandent que la suspension de l'obligation de dépôt d'une demande d'insolvabilité soit prolongée. Elle a été décidée pendant la crise sanitaire et devrait durer jusqu'à fin septembre.

Les commerçants dénoncent le surcoût engendré par la baisse de TVA annoncée dans le cadre du plan de relance

Les détaillants considèrent que la baisse de la TVA prévue dans le cadre du plan de relance économique les désavantage par rapport au commerce en ligne. Ils estiment que cette diminution entraînera des coûts supplémentaires (changement des étiquettes de prix, modification des caisses enregistreuses) non applicables au commerce en ligne, et certains ont annoncé qu'ils pourraient ne pas être en mesure de répercuter cette baisse de TVA sur les prix. Le Ministère allemand a rappelé la possibilité de ne pas modifier les étiquetages et de se contenter d'un affichage global.

Le nombre de nouvelles immatriculations continue de chuter en mai, malgré la réouverture des concessionnaires

Selon l'Office fédéral des transports automobiles, le nombre de nouvelles immatriculations a chuté de 50 % en mai en Allemagne par rapport à la même période en 2019, malgré la réouverture des concessionnaires fin avril. Les constructeurs ne s'attendent pas à un rebond rapide de la demande.

Les échanges extérieurs et les commandes industrielles de l'Allemagne souffrent de la crise sanitaire

Selon l'agence de statistique Destatis, les exportations allemandes ont diminué de plus de 30 % en avril 2020 par rapport à avril 2019, soit la plus forte baisse depuis la mise en place de statistiques sur le commerce extérieur. Les exportations vers la France ont notamment diminué de près de 50 %. Les importations ont, elles, chuté de 22 %, soit un niveau à peu près similaire à celui observé pendant la crise financière de 2009. Par ailleurs, selon le Ministère fédéral de l'Economie, le secteur de l'industrie a enregistré une baisse de 26 % de ses commandes entre mars et avril 2020 (environ - 22 % pour les commandes domestiques, - 30 % pour les commandes en provenance de la zone euro, - 27 % pour le reste du monde).

Conflit chez Opel concernant la diminution possible des pensions de retraite

Le constructeur fait face à un début de conflit social faisant suite à la crise sanitaire et à l'arrêt temporaire de sa production. Les pertes enregistrées (- 90 % des ventes pendant la période) conduisent la direction à envisager une diminution des pensions de retraite. Le projet suscite une indignation forte parmi les employés. Le comité d'entreprise a refusé d'entamer les négociations, estimant que les fortes réductions de personnel des dernières années avaient déjà diminué les coûts de production. Il demande des réductions de pensions équivalentes parmi la direction.

Herbert Diess se retire de la direction de la marque Volkswagen, mais reste à la tête de l'ensemble du groupe

Herbert Diess, le président du directoire du groupe Volkswagen, a annoncé quitter la supervision directe de la marque Volkswagen. Il sera remplacé par M. Brandstätter, actuellement directeur de l'exploitation. Ce changement intervient alors que le comité d'entreprise multiplie les critiques à l'encontre de M. Diess, notamment dans les difficultés de conception de la nouvelle Golf et du véhicule électrique ID.3, mais également sur sa gestion pendant la crise sanitaire.

L'ancien président d'Audi devant un tribunal pénal dans le cadre du « Dieselgate »

Le tribunal pénal de Munich a estimé être compétent pour traiter du cas de l'ancien président d'Audi dans l'affaire du Dieselgate. Il a fixé une première audition en septembre. Trois ingénieurs sont également concernés. Les audiences devraient s'étendre jusqu'à fin de 2022. Il s'agit du premier procès au pénal dans le traitement juridique du scandale.

Volkswagen menacé de nouvelles amendes aux Etats-Unis

Une cour d'appel américaine a tranché, début juin, que deux comtés de Floride et d'Utah avaient la possibilité d'imposer des amendes au groupe Volkswagen. Cette décision intervient alors que le groupe a déjà conclu plusieurs accords à l'amiable et subi plusieurs procès pour atteinte à la loi fédérale sur la qualité de l'air. Il n'était cependant pas clair jusqu'alors si des pénalités pouvaient être décidées pour atteinte aux législations des Etats. Le jugement de cette cour d'appel estime que cela est possible. Le groupe allemand pourrait donc faire face à des amendes de près de 11 Mds EUR, s'ajoutant aux 30 Mds déjà versés dans de précédentes affaires liées au « Dieselgate. » VW a annoncé son souhait de se défendre, au besoin en portant l'affaire devant la Cour suprême.

Décision de la Cour de cassation allemande concernant l'indemnisation des personnes lésées dans le « Dieselgate »

Le 25 mai, La Bundesgerichtshof (BGH), équivalent allemand de la Cour de cassation, a rendu une décision concernant l'indemnisation dans le cas du « Dieselgate » impliquant VW. L'arrêt n'a pas encore été publié, mais la cour a mis en ligne un communiqué de presse dans lequel elle détaille assez précisément les articles sur lesquels elle se fonde. Elle reconnaît le droit à l'indemnisation, y compris pour des véhicules d'occasion, en raison d'un préjudice moral sciemment causé. Elle introduit en revanche une décote dans le calcul du montant indemnisé, correspondant à l'usage du véhicule par le consommateur lésé. Cette annonce n'a eu que peu d'effet immédiat sur la situation du constructeur (baisse de 0,3 % du cours de l'action à l'annonce du verdict). Selon les associations de consommateurs citées par la presse, cette situation crée toutefois une sécurité juridique qui devrait accélérer et « uniformiser » le traitement des dossiers déposés contre VW (63 000 décisions déjà rendues à ce jour, 60 000 affaires en cours).

Finalisation de l'acquisition du constructeur ferroviaire allemand Vossloh par le Chinois CRRC

Le constructeur chinois CRRC a finalisé, le 1er juin, son rachat de la branche « locomotives » de l'Allemand Vossloh. Le Ministère fédéral de l'Economie et de l'énergie (BMWi) avait autorisé l'opération le 20 mars. L'Office fédéral des Cartels a donné son accord le 27 avril. Son président estimait que les réserves liées à l'acquisition (risques de subventions publiques de l'Etat chinois, de dumping et de transferts de technologies) ne justifiaient pas une interdiction, en raison de la perte de compétitivité de Vossloh sur la branche concernée. L'entreprise serait, selon l'Office, dépassée par ses concurrents disposant de technologie de motorisations plus innovantes.

La Chancelière insiste pour des concessions plus importantes de la Chine concernant l'accord global sur les investissements

Le 11 juin, la Chancelière fédérale s'est entretenue avec le Premier ministre chinois. Elle a signalé l'existence d'un traitement inégal souligné par les entreprises allemandes et européennes en Chine. Elle a appelé la Chine à des concessions concernant l'accord global sur les investissements, pour lui donner une ambition plus grande. Trois accords de coopération entre des entreprises allemandes et chinoises ont également été signés pendant la réunion, en présence également du Ministre fédéral de l'Economie et de l'énergie.

Bayer accepte un règlement de plusieurs milliards de dollars

Bayer a accepté un règlement aux États-Unis en vertu duquel la société paiera aux plaignants un total de 9,1 à 9,8 Mds€. 125 000 procès sont en cours aux États-Unis contre Bayer. Bayer a indiqué que le conseil d'administration et le conseil de surveillance ont approuvé le règlement, qui ne comporte cependant pas de reconnaissance de culpabilité. En 2018, Bayer avait racheté le géant américain des semences Monsanto pour plus de 60 milliards de dollars, et devait également assumer le risque des procès en cours. De plus en plus de personnes ont récemment intenté des procès parce qu'elles considèrent le produit phytosanitaire Roundup comme cancérigène. Bayer a constamment nié ces allégations, et a reçu un soutien supplémentaire de l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) qui ne considère pas le glyphosate comme un risque pour la santé lorsqu'il est utilisé conformément aux instructions. Quoiqu'il en soit, les paiements de compensation pèsent sur le bilan de Bayer. La vente de l'activité vétérinaire BAH à Elanco Animal Health, approuvée par l'UE début juin 2020 sous réserve de certaines cessions d'entités, devrait générer à elle seule 7,6 Mds€ pour Bayer.

NUMERIQUE – INNOVATION

Deutsche Telekom met en garde contre les conséquences de l'exclusion de Huawei de la technologie 5G

Dans un document interne, la direction de Deutsche Telekom envisage le coût que représenterait le remplacement de la technologie Huawei pour l'opérateur, dans la mise en place du réseau 5G. Il est estimé à plus de 3 Mds€. Pour Deutsche Telekom, exclure certains composants Huawei n'aurait pas que des conséquences sur le déploiement du futur réseau 5G, mais également sur le réseau 4G existant.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Berlin (adresser les demandes à berlin@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique de Berlin

Adresse : Pariser Platz 5, 10117 Berlin, Allemagne

Rédigé par (par ordre alphabétique) : Alissa ABOUD, David ANTONI, Thomas JEANNIN, Emmanuel LAGRANDEUR-BOURESSY, Catherine LEGRAND, Laurence PAUC, Guillaume PRIGENT, Relu par : Etienne OUDOT DE DAINVILLE

Version du 12/07/2019